



# CONSEIL DE SÉCURITÉ

## DOCUMENTS OFFICIELS

VINGT-HUITIÈME ANNÉE

UN LIBRARY

**1712°**

SÉANCE : 14 MAI 1973

MAY 27 1977

UN/SA COLLECTION

NEW YORK

### TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/1712) . . . . .	1
Remerciements au Président sortant . . . . .	1
Adoption de l'ordre du jour . . . . .	1
Question concernant la situation en Rhodésie du Sud :	
a) Lettre, en date du 8 mai 1973, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de la Guinée et du Kenya (S/10925);	
b) Deuxième rapport spécial du Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud (S/10920) . . . . .	1

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cotes S/. . .) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1er janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

## MILLE SEPT CENT DOUZIÈME SÉANCE

Tenue à New York le lundi 14 mai 1973, à 10 h 30.

*Président* : M. Rahmatalla ABDULLA (Soudan).

*Présents* : les représentants des Etats suivants : Australie, Autriche, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Guinée, Inde, Indonésie, Kenya, Panama, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

### Ordre du jour provisoire (S/Agenda/1712)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Question concernant la situation en Rhodésie du Sud :
  - a) Lettre, en date du 8 mai 1973, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de la Guinée et du Kenya (S/10925);
  - b) Deuxième rapport spécial du Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud (S/10920).

*La séance est ouverte à 11 h 10.*

### Remerciements au Président sortant

1. Le *PRESIDENT (interprétation de l'anglais)* : Pour commencer, j'aimerais saisir cette occasion pour rendre hommage à mon prédécesseur à la présidence au cours du mois d'avril, mon ami et collègue l'ambassadeur Pérez de Cuéllar du Pérou. Je suis certain que vous reconnaîtrez avec moi qu'il a dirigé les travaux du Conseil au cours de sa présidence avec une fermeté et une objectivité remarquables, alliées à une finesse diplomatique qui l'a rendu célèbre. J'ai donc en votre nom le plaisir de lui adresser nos félicitations.

### Adoption de l'ordre du jour

*L'ordre du jour est adopté.*

### Question concernant la situation en Rhodésie du Sud :

- a) Lettre, en date du 8 mai 1973, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de la Guinée et du Kenya (S/10925);
- b) Deuxième rapport spécial du Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud (S/10920)

2. Le *PRESIDENT (interprétation de l'anglais)* : Cette séance du Conseil a été convoquée pour répondre à la requête présentée par les délégations guinéenne et kényenne dans leur lettre en date du 8 mai 1973 [S/10925] et demandant que le Conseil examine le deuxième rapport spécial du Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud [S/10920].

3. Afin de présenter le rapport, je donne la parole à Mme Jeanne Martin Cissé de la Guinée, présidente du Comité.

4. Mme Jeanne Martin Cissé (Guinée) : Avant d'aborder le point inscrit à notre ordre du jour, permettez-moi, monsieur le Président, de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour ce mois de mai. Connaissant vos qualités personnelles de diplomate avisé et aussi de grand Africain préoccupé des problèmes de l'Afrique, et plus particulièrement de ceux de l'Afrique australe, ma délégation, qui entretient des liens d'amitié, de fraternité et de franche coopération avec vous et votre mission, est sûre qu'en dépit de la complexité du sujet nous aboutirons à des conclusions satisfaisantes. Je voudrais adresser également mes félicitations à votre prédécesseur, l'ambassadeur Pérez de Cuéllar du Pérou, pour la manière compétente avec laquelle il a dirigé nos travaux au cours du mois d'avril.

5. En tant que présidente du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud, c'est à moi qu'incombe l'honneur de présenter au Conseil le deuxième rapport spécial du Comité. Je voudrais cependant, dès l'abord, dire que l'achèvement de ce rapport est dû tout autant à la grande expérience et au dévouement des deux Vice-Présidents du Comité, M. Soegomo de l'Indonésie et M. Job de la Yougoslavie, qui, pendant mes absences, ont bien voulu assumer la tâche de présider le Comité et de le guider dans ses efforts. En disant cela, je pense non seulement aux séances du Comité mais encore aux travaux du groupe de rédaction, que M. Soegomo a dirigés avec l'autorité et la compétence que nous lui connaissons tous. Que lui-même et M. Job soient très sincèrement remerciés.

6. Ce deuxième rapport spécial a été préparé à la requête du Conseil, aux termes de sa résolution 320 (1972) du 29 septembre 1972. Il s'agissait en effet, à la demande instantane des membres africains du Conseil, de rechercher les méthodes qui permettraient de faire cesser la situation scandaleuse qui, sous les yeux stupéfaits de la communauté internationale, se perpétue sans vergogne au cœur même de notre Afrique.

7. Et puisque je parle ici aussi bien en tant que présidente du Comité qu'au nom de la délégation de mon pays, il ne me semble pas inutile de rappeler les espoirs mis par les Africains dans le Conseil de sécurité lorsque, par sa résolution 253 (1968) du 29 mai 1968, il a décidé que les sanctions prévues par la Charte seraient appliquées à l'encontre du régime raciste de la Rhodésie du Sud. C'était la première fois que le Conseil faisait usage de son droit de sanction, et notre foi était immense. Hélas ! cinq années se sont écoulées depuis — cinq années durant lesquelles nous avons vainement attendu la justice pour nos frères. Vous comprendrez alors sans peine quelle amertume, quelle profonde amertume, nous saisit lorsque nous entendons encore tergiverser sur les moyens de l'obtenir.

8. Ainsi qu'il ressort d'un document en 24 points présenté au Comité par les délégations guinéenne, kényenne et soudanaise, nous aurions voulu tenter de colmater les fuites qui mettent en échec les efforts du Conseil et encouragent le régime Smith.

9. Nos demandes n'étaient pourtant pas exorbitantes. Nous aurions voulu que les exportations en provenance de l'Afrique du Sud, de l'Angola et du Mozambique soient étroitement contrôlées afin que les firmes qui trichent par l'intermédiaire de ces pays voient leurs risques s'accroître.

10. Nous aurions voulu que tous les Etats refusent le droit d'atterrissage aux transporteurs nationaux des pays qui continuent à accorder des droits d'atterrissage aux avions provenant de Rhodésie ou qui exploitent des services aériens à destination de ce territoire.

11. Nous aurions voulu que tous les Etats qui ne l'ont pas déjà fait adoptent des mesures législatives pour interdire aux compagnies d'assurance de couvrir les vols à destination ou en provenance de la Rhodésie, des mesures législatives pour interdire aux compagnies de navigation de transporter des produits rhodésiens ou destinés à la Rhodésie et aux compagnies d'assurance d'assurer tant ces produits que les navires qui les transportent, des mesures législatives enfin pour imposer aux compagnies d'assurance l'obligation d'insérer dans tout contrat une clause de nullité spécifiant qu'aucun produit provenant de Rhodésie du Sud n'est couvert par ce contrat.

12. Nous aurions voulu que le blocus de Beira soit étendu à Lourenço Marques et élargi aux marchandises et produits d'origine rhodésienne et que les Etats Membres disposés à le faire puissent apporter leur collaboration aux patrouilles britanniques.

13. Nous aurions voulu que les Etats fassent savoir au Comité quelles sont actuellement leurs sources d'approvisionnement pour les produits qu'ils importaient de Rhodésie avant l'application des sanctions.

14. Enfin, nous aurions voulu que le Conseil de sécurité, cette très haute tribune internationale, prie les Etats-Unis d'Amérique d'abroger la loi insensée qui, en autorisant officiellement la violation des sanctions, ruine notre espoir et son prestige.

15. Qui nous dira que ces propositions étaient déraisonnables ? Qui nous dira qu'elles étaient excessives ? Malgré le soutien de certaines délégations, auxquelles nous rendons hommage pour leur amitié autant que pour leur clarté, ces propositions n'ont pourtant pas réuni l'unanimité des membres du Comité. Vous les trouverez donc reléguées dans la section IV du rapport, où elles sont enfermées, bien à l'écart, soit comme des éléments dangereux, soit — et c'est le vœu très sincère de ma délégation — comme certains fruits de mon pays dont l'acidité exige un peu d'accoutumance.

16. Ces propositions africaines ne sont cependant pas en mauvaise compagnie : des alternatives proposées par les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'Union soviétique les y ont rejointes. Et si, dans ce contexte, on examine les positions de certaines délégations exprimées dans la section V du rapport, on ne saurait nier qu'il existe au sein du Comité un souci profond concernant la situation qui prévaut en Rhodésie du Sud.

17. C'est un peu à bâtons rompus que je présente le rapport. Délaissant les sections I et II, qui ne sont guère qu'introductives, nous avons parcouru la section IV et évoqué la section V.

18. Je suis sûre que le Conseil ne m'en voudra pas d'avoir gardé pour la fin la section III, qui a été adoptée à l'unanimité. Elle est intitulée "Recommandations et suggestions" et comprend les paragraphes 10 à 22 du rapport. Elle vise des mesures qui devraient être prises soit par les gouvernements, soit par le Comité, soit par le Secrétaire général. Il arrive souvent, du reste, que ces attributions se chevauchent.

19. Je ne voudrais relever que les propositions les plus importantes.

20. Parmi celles qui visent les gouvernements, on ne saurait ignorer le paragraphe 10, qui souligne l'importance pour les Etats qui ne l'ont déjà fait d'instituer d'urgence des procédures efficaces au point d'entrée pour faire en sorte que les marchandises importées d'Afrique du Sud, du Mozambique et de l'Angola ne soient pas dédouanées tant qu'il n'est pas établi que les documents qui les accompagnent sont réguliers et complets et pour que, le cas échéant, ces marchandises puissent être remises en douane s'il est ultérieurement établi qu'elles sont d'origine rhodésienne.

21. C'est un peu dans le même esprit que doit être lu le paragraphe 21, aux termes duquel l'attention des Etats commerçant avec l'Afrique du Sud, le Mozambique et l'Angola devrait être attirée sur l'existence de certaines disparités concernant certains produits originaires d'Afrique australe. Ces disparités apparaissent entre les quantités indiquées à l'exportation par l'Afrique du Sud, le Mozambique et l'Angola et les quantités indiquées à l'importation par leurs partenaires commerciaux. Il serait donc bon que cette situation étrange soit clarifiée et que les Etats intéressés indiquent les précautions qu'ils prennent pour s'assurer de l'origine réelle des produits en question. Au cas

où les cargaisons seraient d'origine sud-rhodésienne, le paragraphe 14 recommande qu'elles soient saisies.

22. Pour faciliter la tâche souvent difficile des autorités nationales dans leurs enquêtes, le Comité, comme l'indique le paragraphe 11, envisage de publier un manuel indiquant les documents et les procédures de dédouanement nécessaires pour déterminer la véritable origine de marchandises douteuses. En outre, comme l'indique le paragraphe 12, il envisage de publier une liste d'experts dont les noms lui auront été suggérés par les gouvernements.

23. Par ailleurs, le Comité s'est inquiété de l'insuffisance du courant des informations qu'il reçoit. C'est le souci d'y remédier qui motive à la fois le paragraphe 13, qui voudrait enrôler à cet effet l'assistance des particuliers et des organisations non gouvernementales, le paragraphe 16, qui souhaite que les Etats Membres appellent l'attention de leur public sur l'importance des résolutions applicables en la matière, et le paragraphe 17, qui demande aux Etats Membres — en particulier ceux qui ont en Afrique australe des services consulaires importants — d'aider le Comité à recueillir des renseignements sur les violations des sanctions.

24. Ces différentes propositions peuvent entraîner des frais, en particulier l'utilisation d'experts et les mesures que le Comité peut être appelé à prendre pour encourager le public à acheminer des renseignements utiles. Au paragraphe 15, le Comité envisage donc la création d'un fonds spécial qui serait alimenté par des contributions volontaires, en particulier par le produit de la vente des cargaisons sud-rhodésiennes qui auront été saisies. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler à cet égard que, dans un cas mentionné dans le cinquième rapport annuel du Comité<sup>1</sup>, le Gouvernement égyptien, agissant à la suite d'informations communiquées par le Comité, a confisqué la cargaison en cause. En outre, dans un effort de solidarité africaine, ce gouvernement a spontanément envoyé le produit de la vente de cette cargaison à l'Organisation de l'unité africaine pour l'aider dans ses efforts en vue de la libération de l'Afrique. C'est un exemple que le Comité se devrait d'encourager.

25. Sur le plan de la publicité à donner aux travaux du Comité — plan qui rejoint du reste celui de la mobilisation de l'opinion publique —, le Comité envisage, au paragraphe 20, de diffuser des listes de tous les produits que l'on sait être exportés actuellement par la Rhodésie afin de déterminer par comparaison dans quelle mesure les exportations sud-africaines, mozambiquaises et angolaises se sont accrues depuis la déclaration unilatérale d'indépendance.

26. D'autre part, au paragraphe 18, le Comité envisage de publier des listes trimestrielles désignant, d'une part, les sociétés reconnues coupables d'avoir violé les sanctions et, d'autre part, les gouvernements qui n'ont pas répondu dans le délai prescrit de deux mois aux questions posées par le Comité au sujet de cas suspects.

27. Comme le Conseil s'en rend certainement compte, le programme de travail que le Comité a ainsi défini pour lui-même est vaste. Or il ne fait que s'ajouter, en le complétant, à celui déjà défini dans les rapports précédents, notamment dans le troisième rapport annuel<sup>2</sup> et dans le premier rapport spécial [S/10632 du 9 mai 1972].

28. Les membres du Comité sont unanimes — et cela n'est peut-être pas un point qu'il était nécessaire d'inclure dans le rapport — pour considérer la tâche que leur a confiée le Conseil comme étant de première importance et pour y apporter toute la contribution que l'on attend d'eux. Dans leurs efforts, ils ont été assistés par une équipe du Secrétariat que ma délégation — et je crois parler au nom de tous les membres du Comité — tient en haute estime. Cette équipe, composée d'excellents éléments, totalement dévoués et d'une impartialité jamais mise en doute, a été la cheville ouvrière de nos travaux.

29. Mais les cas de violation présumée se multiplient, et la correspondance s'accroît sans cesse. En outre, le Comité a de plus en plus besoin de travaux de recherche et d'analyse. Je souhaite donc que l'équipe actuelle du Secrétariat qui assiste le Comité soit largement renforcée non seulement pour l'accomplissement des travaux de routine mais également sur le plan technique et, en particulier, par l'adjonction, au sein de cette équipe, d'une personne ayant l'expérience pratique du commerce international. C'est la recommandation unanime que le Comité a exprimée au paragraphe 19 du rapport et sur laquelle je voudrais attirer spécialement l'attention du Secrétaire général.

30. Voilà ce que le Comité a voulu mettre dans le rapport. Ma délégation s'est efforcée de le présenter en toute objectivité, avec tout le respect qu'elle porte à la sagesse qui ne peut que ressortir d'une décision unanime, décision qu'elle espère voir entériner par le Conseil.

31. Mais tout dépend, bien sûr, de la manière dont ces recommandations seront mises en œuvre. Sachant que la politique est l'art du possible, les délégations africaines qui ont participé si étroitement à l'élaboration du rapport ont accepté un compromis. Mais trop de compagnies trichent encore, trop d'autorités ferment les yeux, trop de gouvernements se laissent surprendre.

32. Nous voudrions que ceux qui nous ont amenés à accepter ce compromis nous rassurent, qu'ils nous disent et nous affirment qu'ils mettront tout en œuvre pour qu'au moins ces trop modestes recommandations soient totalement appliquées. Nous parviendrons alors peut-être à ce que la question de la Rhodésie du Sud soit examinée en elle-même, pour elle-même, dépouillée des reflets déformants des amitiés politiques, des alliances militaires et des intérêts mercantiles.

33. Le Conseil de sécurité est le plus noble de nos conseils, car c'est le conseil de la paix. Or il n'y a pas de paix sans justice. Ce que nous demandons au Conseil, dans

<sup>1</sup> Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-septième année, Supplément spécial No 2.

<sup>2</sup> Ibid., vingt-cinquième année, Supplément spécial Nos 3 et 3 A.

sa grande puissance, telle que l'a établie la Charte, c'est la liberté pour nos frères, la dignité pour des hommes, la justice pour un peuple opprimé.

34. M. MOJSOV (Yougoslavie) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter très cordialement pour votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de mai. Ma délégation est très heureuse de vous voir présider cette séance en tant que représentant d'un pays africain non aligné avec lequel mon pays a toujours entretenu les relations les meilleures et dont le dévouement à la lutte pour changer les conditions honteuses que connaissent encore une partie des populations africaines du sud de l'Afrique est très connu. Nous nous souviendrons certainement tous ici de vos efforts personnels ainsi que des efforts inlassables déployés par votre délégation pour développer la politique des sanctions contre le régime raciste de la Rhodésie du Sud dans le cadre du Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud, dont le deuxième rapport spécial nous est maintenant présenté.

35. Qu'il me soit permis également d'exprimer l'admiration de ma délégation pour la manière habile et efficace dont le représentant du Pérou, l'ambassadeur Pérez de Cuéllar, a dirigé les travaux actifs du Conseil de sécurité pendant le mois d'avril.

36. Avant d'en venir au point figurant à l'ordre du jour, je voudrais également féliciter la représentante de la Guinée, Mme Jeanne Martin Cissé, présidente du Comité, sous la direction de laquelle le Comité a adopté le présent rapport.

37. Comme le sujet principal de notre séance est l'examen du deuxième rapport spécial du Comité, je bornerai mes remarques aux questions qui sont traitées dans le rapport, bien que l'ensemble des problèmes des sanctions ne puisse être évidemment séparé du cadre général de la situation en Rhodésie du Sud, qui devient de plus en plus grave et troublante. Toutefois, nous croyons savoir et nous espérons que le Conseil de sécurité abordera également bientôt, en temps opportun, cet aspect du problème de la Rhodésie du Sud.

38. C'est précisément en raison de la situation grave et dangereuse qui règne en Rhodésie du Sud que ma délégation attache une importance toute particulière à ce dernier rapport du Comité et à l'ensemble de la politique des sanctions en général. Ce rapport est soumis au Conseil dans une situation caractérisée par l'oppression continue et grandissante exercée sur le peuple du Zimbabwe par le régime minoritaire raciste et illégal, par l'emprisonnement arbitraire et illégal et par la détention des représentants légitimes du peuple du Zimbabwe et le déni incessant des droits de l'homme fondamentaux, y compris notamment les mesures horribles récemment prises de châtiment collectif. Cette situation constitue nettement une menace à la paix et à la sécurité régionales et internationales et suscite le combat légitime du peuple du Zimbabwe et de son mouvement de libération nationale contre l'oppression et la politique d'*apartheid* en Rhodésie du Sud. Le régime illégal

poursuit sa politique d'*apartheid* notamment par l'établissement de prétendus "foyers" (tribal trust homelands), copiant ainsi la pratique de l'*apartheid* importée d'Afrique du Sud. La présence illégale de forces sud-africaines en Rhodésie du Sud se poursuit. Cela constitue une sérieuse menace à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des Etats africains indépendants voisins, comme cela a été clairement démontré dans le cas de la Zambie, qui a été récemment l'objet des délibérations du Conseil. Jusqu'à présent, la Puissance administrante n'est pas arrivée à prendre des mesures efficaces pour mettre fin au régime illégal et assumer sa responsabilité principale en permettant au peuple du Zimbabwe d'exercer librement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance. En outre, aucune mesure n'a été prise récemment pour trouver une solution politique au problème.

39. Passant maintenant au problème plus précis des sanctions, nous constatons que la situation reste sombre et troublante. Les différences — qui apparaissent à l'annexe V du cinquième rapport du Comité — entre les quantités de certains produits qui auraient été importées d'Afrique du Sud, du Mozambique et de l'Angola et les quantités que ces pays auraient exportées montrent clairement des violations flagrantes et très répandues des sanctions. Il est évident que ce n'est pas là le propre uniquement de l'Afrique du Sud et du Portugal, par la voie du Mozambique et de l'Angola — ce qui est un fait bien connu —, mais aussi de nombreux autres pays, notamment de quelques grands pays industrialisés. Les chiffres qui apparaissent à l'annexe V montrent que les exportations sud-rhodésiennes ont atteint un niveau presque égal à celui d'avant les sanctions (399 millions de dollars en 1965 contre 379 millions en 1971) et que les importations ont dépassé le niveau d'avant les sanctions (334 millions de dollars en 1965 contre 395 millions en 1971). Les Etats-Unis d'Amérique continuent d'importer du chrome et du nickel de Rhodésie du Sud, en violation flagrante des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et des obligations précises assumées par tous les gouvernements en vertu de l'Article 25 de la Charte. D'après un article publié dans le *Times* de Londres le 24 février 1973, ce pays a importé plus de 13 millions de dollars de "produits stratégiques et d'importance critique" de Rhodésie du Sud depuis l'adoption de l'amendement Byrd. En dépit de tous les appels qui ont été lancés, il n'y a aucune indication donnant à penser que les lois actuellement en vigueur seront abrogées ou même que les autorités responsables prennent les mesures nécessaires en ce sens. De plus, l'échappatoire aux sanctions que représente l'amendement Byrd sert, actuellement, à importer toute une série de produits rhodésiens — du minerai de béryllium, de l'amiant, et autres. Malheureusement, des navires d'un grand nombre d'Etats, dont certains sont membres du Conseil, participent à ce commerce illégal. Récemment, trois Boeing 707 ont été livrés au régime illégal au moyen de transactions commerciales et financières clandestines et complexes. D'après les renseignements les plus récents, trois locomotives fabriquées par la société Simmering-Graz-Pauker ont aussi été acheminées en Rhodésie.

40. Au début de cette année, on a procédé à une analyse de tous les cas de violations présumées ou possibles des

sanctions qui ont été portés à l'attention du Comité depuis sa réation. Le nombre de ces cas s'élevait à 135. Dans 14 cas, les transactions avaient été menées au su des gouvernements, ce qui signifie d'abord que les violations ont été vérifiées et ensuite que les gouvernements qui avaient permis les transactions n'ont pris aucune mesure punitive. Dans 27 cas seulement, un ou plusieurs gouvernements ont fait part de mesures préventives ou punitives prises à la suite de demandes ou d'enquêtes faites par le Comité, et 5 cas ont été clos parce que le Comité a décidé qu'il n'était pas nécessaire de prendre d'autres mesures. Cela nous laisse environ 90 cas où aucune preuve concluante n'a pu être avancée pour montrer que les violations présumées des sanctions s'étaient ou ne s'étaient pas produites. Dans tous ces cas, le Comité a adressé des demandes aux gouvernements intéressés, mais il n'a pu prendre de décision principalement parce que : a) certains gouvernements n'avaient pas répondu, b) les réponses de certains gouvernements étaient évasives, incomplètes ou ne se rapportaient pas du tout à la question, c) une enquête avait été effectuée mais les résultats n'avaient pas été portés à la connaissance du Comité, et d) les certificats d'origine émis par les autorités coloniales portugaises avaient été offerts comme preuve que les marchandises ne provenaient pas de Rhodésie du Sud, ce qui doit certainement être considéré comme invalide et insuffisant. Certains de ces cas remontent à quatre ans et la vérité n'a toujours pas pu être établie; les contrevenants n'ont donc pas été poursuivis.

41. Si nous considérons que les 135 cas signalés de violations présumées des sanctions ne représentent qu'une petite fraction de toutes les transactions avec la Rhodésie du Sud effectuées sur le plan mondial, nous aurons un tableau très net de la situation actuelle de la politique des sanctions et des moyens dont dispose le Comité pour faire face efficacement aux violations très répandues.

42. Mais précisément en raison du tableau sombre que je vous ai brossé ici, et que nous connaissons d'ailleurs tous très bien, et en raison du fait que les sanctions imposées n'ont pas encore permis de mettre fin au régime raciste de Smith, nous ne devons pas nous permettre de relâcher nos efforts en vue d'assurer l'efficacité des sanctions; nous ne devons pas laisser l'indifférence ou la résignation l'emporter. Nous devons continuer d'accorder un appui politique total au peuple du Zimbabwe, comme cela a déjà été fait dans tant de résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Comité des Vingt-Quatre<sup>3</sup>. Ce faisant, nous encourageons le peuple du Zimbabwe à poursuivre sa lutte contre l'oppression et la domination colonialiste. Nous devons déployer tous nos efforts au Comité des sanctions et au Conseil de sécurité afin d'accroître l'efficacité des sanctions et d'assurer leur stricte application, de trouver de nouveaux moyens qui pourront se révéler utiles à cet égard et de rendre la tâche des contrevenants plus difficile. Nous devons poursuivre ces efforts avec fermeté jusqu'à ce que l'actuel régime sud-rhodésien prenne fin. Les renseigne-

<sup>3</sup> Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

ments récents d'après lesquels les réserves en devises de la Rhodésie se détériorent gravement malgré tout le commerce illégal sont un signe encourageant qui montre que notre politique de sanctions — aussi incomplètes puissent-elles être — continue de s'avérer au moins partiellement efficace.

43. Il est également une mesure supplémentaire dans cette direction, qui apparaît dans le rapport du Comité et sur laquelle je voudrais faire maintenant de brèves observations.

44. La délégation yougoslave a dès le début appuyé toutes les propositions figurant dans le document présenté au Comité par les délégations guinéenne, kényenne et soudanaise, qui a servi de base à la préparation du rapport. Sur les 24 propositions avancées dans le document africain, 11 ont été acceptées et incluses dans la partie approuvée du rapport, avec quelques modifications qui, à notre avis, ont réduit l'efficacité prévue pour ces propositions mais les ont rendues plus acceptables pour certains membres du Comité. Cependant, même avec ces modifications, les propositions approuvées, si elles sont mises en œuvre, devraient constituer un progrès important et positif en matière de sanctions. Point n'est peut-être besoin pour moi d'en donner ici la liste, même brièvement, car nous avons sans doute tous lu la section III du rapport et nous venons d'entendre la représentante de la Guinée, qui les a présentées avec tant de compétence.

45. Il faut néanmoins remarquer que le Comité n'a pas été en mesure d'élaborer des recommandations concertées plus fortes et plus significatives en ce qui concerne le type de mesures qui pourraient être prises devant le refus manifeste et persistant de l'Afrique du Sud et du Portugal d'appliquer les sanctions contre la Rhodésie du Sud, bien qu'il ait été expressément chargé de le faire au titre du paragraphe 4 de la résolution 320 (1972) du Conseil de sécurité. En raison de l'opposition d'un très petit nombre de délégations, la proposition africaine figurant au paragraphe 23 du rapport, qui tendait à ce que le Conseil décide que tous les Etats doivent limiter leurs achats de certains produits — qui sont en même temps les principales exportations sud-rhodésiennes — en Afrique du Sud, au Mozambique et en Angola aux niveaux de la période précédant les sanctions, et les propositions africaines figurant aux paragraphes 24, 25 et 31, dont le but était simplement de rendre plus difficile la contrebande à destination et en provenance de la Rhodésie du Sud à travers ces territoires, n'ont pas été acceptées.

46. Les autres propositions africaines figurant dans la partie du rapport sur laquelle l'accord ne s'est pas fait, notamment celles qui concernent les assurances — paragraphes 28 et 29 — et celle qui contient la recommandation selon laquelle on devrait prier les Etats-Unis de coopérer avec l'ONU et d'abroger les lois en vigueur qui autorisent l'importation de minerais en provenance de la Rhodésie du Sud — paragraphe 33 —, sont toutes très raisonnables et utiles et méritent de retenir l'attention du Conseil. La délégation yougoslave estime donc que le Conseil devrait sérieusement envisager d'approuver également toutes les autres propositions africaines comme étant essentielles à l'application efficace des sanctions.

47. La délégation yougoslave, de même que les délégations indienne, indonésienne, panaméenne et péruvienne, continue à appuyer les propositions et positions africaines qui figurent dans la section IV du rapport, comme cela est dit au paragraphe 44. C'est pourquoi nous appuierons toute mesure tendant à ce que le Conseil approuve les propositions africaines figurant dans la section IV ainsi que les propositions énumérées dans la section III du rapport.

48. En outre, la position du Gouvernement yougoslave, telle qu'elle est indiquée au paragraphe 60 et telle qu'elle a été exposée antérieurement en d'autres occasions, est que les sanctions prises contre la Rhodésie du Sud ne peuvent être pleinement efficaces que si elles sont également appliquées au Portugal et à l'Afrique du Sud. C'est pour cette raison que nous sommes pleinement d'accord avec les délégations qui ont exprimé le même point de vue dans le rapport.

49. Je voudrais, pour conclure, dire quelques mots du problème de la Rhodésie du Sud en général, dont les sanctions constituent un élément inséparable. C'est un grave problème, qui exige de nous que les sanctions soient constamment améliorées, élargies et renforcées.

50. Les éléments fondamentaux de la solution de ce problème sont énoncés dans de nombreuses résolutions de divers organes de l'Organisation des Nations Unies, dont le Conseil de sécurité. Le peuple du Zimbabwe a un droit inaliénable à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance, et aussi à s'assurer la jouissance de ce droit par tous les moyens dont il dispose. Il ne saurait y avoir d'indépendance avant l'établissement du gouvernement par la majorité au Zimbabwe, et tout règlement concernant l'avenir du territoire devrait être élaboré avec la pleine participation des dirigeants politiques véritables et des dirigeants des mouvements de libération nationale, qui sont les représentants authentiques du peuple du Zimbabwe. Le gouvernement de la Puissance administrante ne saurait transférer ou

accorder au régime illégal, en quelque cas que ce soit, l'un quelconque des pouvoirs ou attributs de la souveraineté. Au contraire, il devrait créer les conditions nécessaires pour que le peuple du Zimbabwe puisse exercer pleinement et librement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance; il devrait convoquer, dès que possible, une conférence constitutionnelle nationale au cours de laquelle les véritables représentants de l'ensemble de la population pourraient élaborer un règlement concernant l'avenir du territoire.

51. Ce sont là les seuls principes et les seules mesures qui, s'ils étaient respectés et suivis strictement, peuvent permettre de trouver une solution équitable pour le peuple du Zimbabwe. C'est pourquoi nous les avons toujours appuyés et continuerons de le faire. Qui plus est, nous pensons qu'il est indispensable de poursuivre et de renforcer l'aide et le soutien directs qu'accordent au peuple du Zimbabwe dans sa lutte l'ONU et tous ses organes et institutions, de même que toutes les forces pacifiques, progressistes et anti-colonialistes du monde entier. Pour sa part, conformément à sa politique progressiste anticoloniale non alignée, la Yougoslavie continuera d'accorder son appui et son aide pour la libération et l'indépendance de toutes les nations africaines.

52. Nous sommes convaincus qu'au cours de la prochaine réunion, à Addis-Abeba, de l'Organisation de l'unité africaine, qui en marquera le dixième anniversaire, et de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui se tiendra cette année en septembre à Alger, quelques éléments nouveaux se feront jour et quelques nouvelles décisions visant la solution définitive de ce problème seront adoptées. C'est dans ce cadre général que nous continuerons à envisager la question d'une application meilleure et plus efficace des sanctions.

*La séance est levée à 12 heures.*